

(12.10 p.m.)

PUBLIC BILLS

Second Reading

THE APPROPRIATION (2009) BILL

(NO. IX OF 2009)

Order read for resuming adjourned debate on the Appropriation (2009) Bill (No. IX of 2009).

Question again proposed.

The Minister of Information & Communication Technology (Mr A. Dulull): Mr Speaker, Sir, it is with great interest that I am addressing this august Assembly. I wish to associate myself with the Members of the National Assembly who had already paid tribute to my colleague, the hon. Vice-Prime Minister, Minister of Finance and Economic Empowerment. My colleague has, this year again, proved to the nation that challenges can be met when the will is there. As goes the old Chinese proverb: "In stormy times, some people build shelters, others build windmills." In stormy times we, on our side, build both shelters and windmills, and solidarity. Further, we provide for a sound recovery.

M. le président, la présentation du budget, je dirai même, la présentation du plan d'action que le vice-Premier ministre et ministre des finances a élaboré, est un plan d'action pour résister à la crise économique mondiale. Le budget, le plan d'action a été préparé dans un contexte économique très difficile. Nous avons eu pendant les dernier mois - pendant plus d'une année - une crise économique qui est le résultat non pas d'une crise financière, mais d'une délinquance financière; une délinquance financière, à travers le monde, qui a engendré une crise de liquidité et réduisant drastiquement l'accès au capital et au crédit. Cette crise de liquidité a aussi amené une crise de confiance, débouchant sur une crise économique mondiale. Donc, le plan d'action que le vice-Premier Ministre nous a présenté est dans un contexte exceptionnel, et je dirai que l'objectif de ce plan d'action, l'objectif principal est...

Mr Speaker: I wish to inform Members of the House that they should not repeat arguments or repeat the arguments which have already been made, according to our Standing Orders and Erskine May. They should please refrain from repeating arguments or arguments which have already been made by their colleagues.

Mr Dulull: Donc, je dirai que les objectifs sont multiples, dont la protection de l'emploi, la base même de ce plan d'action, et il faudrait faire une évaluation. *We don't have to do a cost benefit analysis, but we have to measure the cost of job protection against the cost of job losses*, notamment ce que cela coûte à la nation, les pertes d'emploi, ce que cela donne, les bénéfices de la préservation de l'emploi. M. le président, le coût de la perte d'emploi est trop élevé pour la nation dans son ensemble, pour la société, et pour les employés. Il faut mesurer le coût de la perte d'emploi. De l'autre côté, nous avons aussi le coût de la préservation de l'emploi. On a vu le coût de la préservation de l'emploi: le coût du Stimulus Package. Le coût du Stimulus Package est chiffré à plusieurs milliards de roupies, mais le coût de la perte d'emploi est beaucoup plus que des milliards de roupies; il y a la personne humaine au centre de cette protection, et cela ne peut pas se quantifier, M. le président. Je dois aussi vous dire que, dans le contexte économique actuel, c'est important de voir le mode d'opération d'une économie globalisée. Avant le processus de la mondialisation, il était très commun, parmi des pays, d'essayer de mesurer leur ouverture économique. Comme on dit:

the degree of openness of an economy in relation to its trading partners, and the degree of openness of any economy was dependent on some factors like the interest rate, the inflation rate and movement in the foreign exchange. Dans une économie globalisée, les changements au taux d'inflation, au taux de change de nos partenaires commerciaux vont nous affecter très rapidement, parce qu'il n'y a pas de

barrière au commerce. Donc, ce qui se passe à l'étranger nous affecte directement. Mais, maintenant, la question qu'on se pose est: si l'économie mondiale est tant affectée, est en crise, pourquoi notre petite île Maurice résiste toujours à la crise? Est-ce une coïncidence, une bénédiction divine, est-ce la vision et le courage du Premier ministre d'avoir enclenché des réformes dans les budgets précédents? Les réformes enclenchées dans les budgets précédents étaient critiquées par les différents membres de l'opposition. Ils trouvaient que les réformes n'étaient pas justes, les réformes étaient prématurées et, maintenant, avec la crise, c'est tout une autre paire de manches. N'avions-nous pas dans les budgets précédents initié les réformes, aujourd'hui l'île Maurice aurait été au centre, à l'œil du cyclone économique; et on résiste, tant bien que mal, à la crise.

M. le président je dois aussi vous dire que personne ne peut mesurer la profondeur, l'étendue de la crise. Mais, une chose est sûre: la crise mondiale ne fait pas de discrimination de couleur, de race, d'âge et même de sexe. Tout le monde est affecté par la crise, et il nous faut consolider pour pouvoir mieux résister. Les mesures budgétaires que le vice-Premier ministre a annoncé, c'est la protection de l'emploi. Pourquoi la protection de l'emploi? Notre économie est structurée de telle façon que la préservation de l'emploi est un facteur qui contribue énormément aux activités économiques; une économie basée sur la consommation, une économie qui ne doit pas être ralentie, parce qu'un ralentissement des activités économiques va engendrer un ralentissement à tous les niveaux. Et la préservation de l'emploi va maintenir les activités économiques à un niveau soutenable. Les pays développés, ont un inbuilt mechanism in their system of unemployment benefit. Why unemployment benefit in a developed economy? The reason is simple. In case of massive job losses, the population is not deprived of its consumption pattern, because these economies are based on a well defined conception pattern, and any decrease in consumption pattern will lead to disinvestment and will have cascading effects on the overall economy. So, they have to sustain a level of consumption to keep the economy moving.

In Mauritius, we do not have this inbuilt mechanism of unemployment benefit. What we should do, is try to protect employment, to sustain the level of economic activities. Mr Speaker, Sir preservation, protecting employment is the main focus of this Budget. We have seen across the world economies that are traditionally thought to be solid and well developed, due to this economic turmoil, are melting down like ice in the sand. An example is Iceland. Who would have thought that such a well developed economy would have gone bust. Developed countries are in recession, with massive job losses cutting across all sectors - like I mentioned, all ages - and I have to say they are trying to protect the economy with other forms of aids to trade. When the stimulus package was introduced across the world, it had a very definite purpose: to stimulate the economy to protect job losses. If you want to protect job, you have to protect the enterprise.

There is no way you can protect job leaving the enterprise unattended. Mr Speaker, Sir, the culture and mindset of the common Mauritian citizen has played a key role, which we often overlook. Contrary to the culture of a *société de consommation* in other countries, we have nurtured to save for the future instead of overspending and ending in a debt trap. Mr Speaker, Sir, we have to be cautious.

We want to protect jobs, we want to protect enterprises, *mais il faut être prudent. Certaines entreprises ne doivent pas crier au loup et placer le fardeau de leur mauvaise gestion sur le compte de la crise actuelle.* Companies that have been mismanaged and would have closed down in normal circumstances would tend to put their failing on the account of this current crisis, to avail themselves of facilities being offered to those genuinely affected by the current crisis. However, although, globally, the GDP growth is shrinking almost all over the world, there are indications that the

situation in the ICT sector, particularly in Mauritius, is encouraging, and we are optimistic that this sector can play a cushion role to the adverse effect of this crisis.

M. le président, ce n'est nullement notre intention de bâtir notre bonheur sur le malheur des autres. La crise économique est en train d'affecter les pays européens, les Etats Unis. Une façon de résister à la crise c'est réduire le coût des transactions. Réduire le coût des transactions peut se faire par externalisation des services, et l'île Maurice est bel et bien positionnée pour pouvoir attirer le BPOs pour l'externalisation des services et, là, le secteur des TIC a un rôle très important à jouer, afin d'attirer les investisseurs et élargir la base du BPO.

Mr Speaker, Sir, the ICT sector is compelled to expand in the midst of the worldwide crisis. Since business outsourcing, through the use of ICT related services, is a proven way to reduce organisation costs, as a matter of fact the global outsourcing market has grown from US\$23 billion in 2008 to US\$100 billion in 2009. As rightly mentioned by my colleague, the Minister of Finance, enterprises in the ICT industry have been expanding from 10% to 12% in the midst of the global recession. May I, Mr Speaker, Sir, bring some figures for the local industry. The export oriented IT BPO sector contributes to 5.8% of the Mauritian GDP with 258 companies employing over 10,000 persons. The sector is expected to continue to grow in 2009 by about 20%, with new entrants, as well as expansion of the activities of existing operators with the creation of thousand direct jobs.

Mr Speaker, Sir, the ICT industry has the potential to grow more. Among the parameters necessary to remain and become more prominent on the map of outsourcing world, we can name those two: cost competitiveness and quality of our service.

M. le président, dans notre élan de promouvoir le secteur des TIC, on est en train de voir la façon à pouvoir réduire nos coûts et à améliorer la qualité de nos services. En ce moment, on est en train de voir comment augmenter la vitesse de la connectivité, et aussi donner plus d'assurance aux investisseurs. Le projet de câble à fibre optique est en train de se matérialiser, et on espère, vers la fin de cette année ou le début de l'an prochain, que le câble sera une réalité, dans le sens que la connectivité sera améliorée à un tarif réduit. It is worth mentioning that we have initiated together with many ICT professionals across the public and private sectors, certain initiatives that go along this line.

M. le président, la formation est un facteur déterminant pour la promotion du secteur des TIC. Il n'y a pas d'expansion du secteur sans une formation bien orientée et que le gouvernement dans le budget a fait provision pour une somme de plus de R 21 millions pour la formation. Je dois vous dire que les négociations ont été entamées pour la création du l'ICT Academy avec la participation du Human Resource Development Council, IVTB, OTAM, le ministère des TIC et d'autres organisations. Le ICT Academy sera abrité au quartier du knowledge-based centre de l'ex-BAT Building. On est en train de voir comment former le personnel. L'objectif est de former 2,000 personnes pour le secteur.

The annual requirement of the ICT sector is 1,500 trained personnel yearly and the annual intake would be 2,000 which is sufficient to cater for the needs of the ICT sector. M. le président, le secteur des TIC est en train de se réinventer. We have been talking about BPOs, but there is also a huge scope of expansion in the Disaster Recovery Centre and the Green IT. La tendance mondiale c'est de bouger vers the Green IT and Government is committed to promote the Green IT. We have a project at Flic en Flac to promote the Green IT park. Couple of weeks before, we had a meeting under the Chairpersonship of the Deputy Prime Minister and Minister of Renewable Energy, Dr. the hon. Ahmed Rashid Beebeejaun, where we have already laid out the plan for the Green IT park that will use sea water for air conditioning, solar energy and bagasses to produce electricity for the Green IT park. We are also in the Business Continuity Sector promoting Mauritius as a Disaster Recovery

Centre. During my visit to India, we met several IT operators who are willing to come to Mauritius to establish their Data Recovery Centre.

Mr Deputy Speaker, Sir, *le secteur des TIC est un secteur porteur et le gouvernement est très engagé à promouvoir ce secteur et à faire de ce secteur* the next pillar of the economy. Mr Deputy Speaker, Sir, with your permission, I would like to highlight the key measures which have contributed in reinforcing the resilience of the ICT sector and which will further develop Mauritius into an all inclusive information society. First, there is the legislative framework. In that regard, the Data Protection Act enacted in 2005 has been fully proclaimed in December 2008 and further amendment has been made as part of the Stimulus Package with a view to enhancing the image of Mauritius as a safe destination for undertaking BPO and IT enabled services. It is our conviction that the new BPO and IT enabled services ventures will take off with this added motivation in our legal environment.

Further, Mr Deputy Speaker, Sir, the Electronic Transaction Act was amended just recently to enable ICT Authority to discharge the function and exercise the powers of the Controller of Certification. This measure is the basis for safe, trustworthy and fault free electronic transaction through the setting up of a National Public Key Infrastructure, the first in the region, Mr Deputy Speaker, Sir. This infrastructure will, through the use of digital signature, enable secured application such as e-procurement and online income tax return among others.

Further, Mr Deputy Speaker, Sir, legislation such as the Child Online Protection Bill, the Spam Control Bill as well as amendment to existing ICT related legislation are being actively worked out to consolidate the policy and the regulatory framework of the ICT sector.

Mr Deputy Speaker, Sir, the House may wish to note that regulation had been made in October 2008 to prescribe the manner and the basis of contribution into the Universal Service Fund. The Fund provides for the implementation of projects that will bring telecommunications services to as many as possible at prices that they can afford and which are essential to social and economic inclusion. It is one of the measures to help alleviate poverty. Projects are being implemented, Internet access and services to bridge the digital divide, e-empowerment of the community to support socio-economic projects.

Mr Deputy Speaker, Sir, there is the unprecedented infrastructural development of the ICT sector. The development of the Ebène Cyber City is a marked example of the level of success registered by the booming ICT sector and as envisaged by the Government. So far, 33 construction projects have been completed or are on the verge of completion at Ebène. In this current Budget, provision has been made to further boost the Construction Industry and I am thankful to the Vice-Prime Minister to give a special support to the Construction Industry so that the ICT sector can benefit the most.

Mr Deputy Speaker, Sir, the e-Government project is being implemented to make Government services more accessible for citizens and businesses besides modernizing Government services. I am pleased to inform the House that a number of high impact interactive e-services have been deployed for citizens and businesses. Over 45 more additional e-services will be posted online. These services include, among others, application for social and well being of our citizens so as to make it easy for them to transact online with Government.

Mr Deputy Speaker, Sir, even in this august National Assembly we have introduced a Digital Recording System since March 2009 to record Parliamentary Questions and debates. The system

supports voice to text conversion facility for transcription of recordings, thus provides near instant transcription. In line with budgetary measures announced for facilitating access to legal services of the judiciary system, a computerisation project for electronic submission detail of court cases by Attorneys to the Judiciary is being envisaged. Moreover, the Judiciary will computerise its major activities to enhance its operation. The Government is very committed to transform Mauritius into a cyber island, and this vision has been spelt out by the Prime Minister.

We are witnessing the transformation of Mauritius. The concept of e-citizen will soon be a reality. The e-payment gateway would be implemented to enable citizen to make online payment for Government services. One of the first projects, which is being envisage in this context, is the payment online of taxes to the Mauritius Revenue Authority. We hope that, by the end September, tax payers will be able to file their return electronically and paid online.

Mr Speaker, Sir, e-procurement will soon be implemented with the assistance of Indian authorities. This system would contribute significantly to streamline procurement processes, thus fast tracking procurement. Significant financial resources have been allocated in this Budget to further enhance law and order in this country, and I am pleased to add that the comprehensive crime occurrence tracking system is also under implementation. Automation processes dealing with complaint at the Police station will allow close monitoring of crime occurrences in the island and provide crime statistic in real time.

Mr Speaker, Sir, the computerisation process of the island is an ongoing and dynamic exercise. Government is providing the optimal resources to transform the island. In this Budget, we have witnessed the efforts by Government to keep the island and to make the digital island a reality.

Mr Speaker, Sir, I would like to mention some national initiatives that have taken place in push Mauritius in the Internet era. Discussion has been ongoing since 1995 between Government and private companies owning the country code top level domain name, in the other words, the '.mu'. I am pleased to inform the House that, on 22 April, this year, an agreement has been signed between the two parties for the '.mu' administration to come under the supervision of the Government, in line with international best practices. The Computer Emergency Response Team of Mauritius is in its second year of operation; the CERT-MU has held information security awareness sessions for its constituents on five occasions on topics, such as adoption of information security best practices and next practices.

Mr Speaker, Sir, one of the first prerequisites to measuring information society is to agree on a set of harmonised definitions of ICT indicators. The publication of a report on the state of the ICT development will indicate the current state of ICT exploitation, and the ICT industry development is also under preparation. Mr Speaker, Sir, it is well known to each and everyone that the ICT development is reshaping the world; the way we do business, the way we transact, the way we behave, and even the way we think.

Aucune nation au monde ne peut aspirer à devenir une grande nation sans l'apport et le soutien de l'informatique. Je dis toujours que l'informatique est un outil incontournable dans notre quotidien. Et que la démocratisation de l'économie et le combat contre la pauvreté passent par l'accès à l'informatique. L'accès à l'informatique, les outils de l'informatique sont des outils de développement d'aujourd'hui et demain. Le gouvernement est en train de mettre a la portée de la population, aux plus vulnérables, les outils informatiques et l'accès a l'internet. On veut développer

une informatique de proximité; c'est l'informatique au service de la population et non pas la population au service de l'informatique. Ce qu'on veut créer c'est une nation qui peut, à travers les outils informatiques, assumer leur destin. Je dois dire aussi que la mesure de la pauvreté aujourd'hui n'est pas la mesure monétaire. Si on gagne plus d'un dollar ou deux dollars quotidiennement, ce n'est plus la mesure de la pauvreté. La pauvreté se mesure par l'accès à l'informatique; la facture numérique. C'est cela qui détermine la mesure de la pauvreté. Le combat contre la pauvreté passe par l'accès à l'informatique, et le gouvernement est très déterminé à combattre la pauvreté à travers l'accès à l'informatique. M. le président, j'ai parlé de l'informatique, l'engagement du gouvernement à promouvoir l'informatique de la proximité, à faire la démocratisation de l'économie à travers l'informatique. M. le président, j'aurais souhaité parler d'autres aspects de ce plan d'action. *M. le président, dans le budget précédent, the Government has taken the right initiative, at the most appropriate time, to introduce and encourage Islamic finance within our economy. Sharia compliant form part today of the world financial lexicon. This Government, in its wisdom and vision, is moving forward together with the private sector to offer a wider portfolio in the banking and insurance sector. This, per se, has a positive impact on the success of our financial sector at global level.*

The Government is further promoting, within this Budget, another Sharia compliant, namely the Sukuk, which is well-established worldwide. Mr Speaker, Sir, it is not a matter of coincidence that we are witnessing the inflows of FDI from middle, eastern and gulf investors. A lively example is the visit of Prince Al-Waleed bin Talal and his delegation. The Prince does not warrant any further introduction, and will definitely be an icon for others of his caliber to follow. M. le président les Sukuks sont les obligations de la finance islamique. Les Sukuks sont des titres d'investissement adossés à des actifs réels des biens et services. Il représente une quote part indivise des propriétés sur les actifs générateurs du flux financier. Les Sukuks forment partie des produits financiers dont la structure et l'utilisation sont conformes aux principes de la Charia.

Mr Speaker, Sir, the promotion of Islamic finance within our economy is yet another milestone to extend our economy, and to make us globally competitive in the banking and insurance sectors. M. le président, je voudrais, avant de terminer, faire quelques observations sur les remarques que le *leader* de l'opposition a faites concernant le budget. Il y a une chose qu'on ne doit pas perdre de vue. Ce budget, ce plan d'action est présenté dans une situation économique sans précédent, où les réalités économiques qui sont, comme on dit traditionnellement, *taken for granted*, ne tiennent plus la route. Il faut se réinventer, se déroger de nos traditions et être audacieux pour pouvoir mieux résister à la crise. Le *leader* de l'opposition trouve insuffisant ce qu'a fait le ministre des finances dans le budget pour le combat contre la pauvreté. Je dois vous dire que, quand ils étaient au pouvoir, *they promised castle in the air; we have delivered integrated village*. Le combat contre la pauvreté, M. le président, ne se fait pas en isolation.

Si on veut aider une personne pour quelques jours, on lui donne à manger. Si on veut aider quelqu'un pour quelques années, on lui donne un emploi. Si on veut aider quelqu'un pour la vie et des générations, on éduque la personne, on forme la personne. Le plan énuméré dans le dernier budget a clairement démontré that if you want to help the poor, help the poor. Il faut orienter les ressources aux plus vulnérables, aux plus nécessiteux. Le plan d'éducation, - accès aux plus vulnérables - a, je dois dire, été un succès. Le nombre d'enfants, qui n'étaient pas scolarisés dans des régions moins fortunées, ont vu leur destin changé avec la scolarisation. Cette année encore, le combat contre la pauvreté, à travers l'outil de la formation et l'éducation, est bel et bien une réalité. L'acquisition du *knowledge-based centre* à l'ex-BAT *building* est un exemple concret. La provision dans le budget

pour la création d'une nouvelle université est encore un exemple concret de notre combat contre la pauvreté, mais le *leader* de l'opposition vient nous dire que le gouvernement ne fait pas assez. Quand on le fait, ce n'est pas assez; quand on ne le fait pas, on ne fait rien. Quand on aide les entreprises, on aide les riches, mais c'est toujours la même rengaine qui, comme on dit, ce sont des disques rayés. Je n'ai pas l'intention de commenter les remarques du *leader* de l'opposition sur la compensation, parce que le vice-Premier ministre l'a déjà fait. On connaît un peu la saga de 1982. 2% avant, après, et pendant la négociation. On connaît tout cela, et je ne vais pas venir là-dessus. Mais, ce que je dois dire M. le président, l'heure n'est pas à la démagogie. Il faut regarder l'avenir avec beaucoup plus de sérieux. Il ne faut pas être des prophètes de malheur, pratiquer une politique de terre brûlée, parce que quand l'île Maurice brûle, c'est toute la nation qui va brûler, y compris les prophètes de malheur. Il faut regarder l'avenir, être solidaire. L'heure n'est pas à la démagogie, mais à la solidarité. Quand je regarde la crise à travers le monde, je pense au *leader* de l'opposition. La crise mondiale est sans précédent; le monde est en train de perdre des emplois à une vitesse vertigineuse; on est en état d'urgence économique. Je dois dire que le *leader* de l'opposition *is very far-sighted* pour avoir pu, en 2003, prédire la crise mondiale. Qu'a-t-il fait pour que l'île Maurice puisse résister à ça? Rien, sinon endetter, endetter, où la dette était vraiment insupportable. M. le président! Comme je l'ai dit, l'heure n'est pas à la démagogie, mais à la solidarité. The road ahead is most challenging. The Government, under the leadership of the Prime Minister, Dr. Navin Ramgoolam, is transforming the country into a modern nation, where each citizen gets his right and his duty – *le sens du devoir et de la responsabilité*.

At 1.00 p.m. the sitting was suspended.

On resuming at 2.45 p.m. with the Deputy Speaker in the Chair.

Mr Dulull: M. le président, je suis arrivé à la fin de mon intervention. Pour conclure, je voudrais faire ressortir que nous avons débuté l'année 2009 en pleine crise économique avec néanmoins une motivation pour relever le grand défi. Bien que le défi soit accompagné d'incertitude, manque de visibilité, prend aussi dans son sillage des opportunités pour l'avenir.

Je vous en remercie.